

vous en conviendrez sûrement, ne serait tout simplement pas toléré aux États-Unis. Par exemple, selon les dernières données disponibles (1978), les investissements étrangers aux États-Unis représentaient 5% du secteur minier et 3% du secteur manufacturier. Au Canada, ces niveaux sont de 40 et de 48% respectivement. Le contraste est saisissant. Vous vous rappellerez les hauts cris récemment lancés ici aux États-Unis devant l'emprise étrangère sur les terres agricoles -- et pourtant, les étrangers détiennent moins de 1% de ces terres. Et je ne parlerai pas de la commotion causée par les efforts de Seagram pour s'assurer le contrôle de CONOCO et de la St. Joe Minerals l'an dernier.

Les possibilités qu'offre le Canada sont énormes. D'ici l'an 2000, \$440 milliards seront investis dans des mégaprojets au Canada. Ces capitaux seront largement mobilisés chez nous. Mais nous aurons tout de même besoin de capitaux étrangers substantiels. Les étrangers - sociétés et individus - continueront de faire des affaires profitables au Canada. D'ailleurs, une firme aussi en vue que la Price Waterhouse n'a-t-elle pas déclaré que le Canada impose encore relativement peu de restrictions si on le compare à d'autres pays industriels? Et si je dresse une comparaison avec d'autres pays, je ne vois pas de pays d'investissement plus sûr que le Canada.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question litigieuse de l'énergie. Dans ce domaine, l'anxiété récemment observée découle largement de notre Programme énergétique national (PEN). L'un des aspects de ce programme est la "canadianisation", objectif fort mal compris. Cette "canadianisation" vise un objectif vraiment fort simple: c'est de faire passer à 50% d'ici dix ans la part de l'industrie pétrolière et gazière détenue et contrôlée par les Canadiens. Il s'agit de réserver une place aux sociétés pétrolières et gazières canadiennes et non de chasser les sociétés étrangères. Il n'y a aucun doute que nous avons vraiment l'intention de donner aux sociétés canadiennes la possibilité de se développer plus rapidement. Ce que nous ne voulons pas faire et ne ferons pas, c'est de rendre non rentables les opérations des grandes sociétés pétrolières internationales. En fait, nous ne connaissons aucun autre grand pays producteur - y compris les États-Unis - dont le régime d'investissement soit plus attrayant que le nôtre.

Au Canada, nous faisons face à une situation exceptionnelle. Tout au long des années 50 et 60, les étrangers détenaient près de 80% et contrôlaient plus de 90% de nos ressources pétrolières et gazières. Ils contrôlaient également près de 100% des opérations de raffinage et de commercialisation. Ce Canada riche en ressources n'était le "foyer" d'aucune société pétrolière multinationale, même petite.